



Daniel Francis

Le péril rouge

La première guerre canadienne contre le terrorisme
1918-1919

Traduit de l'anglais par François Tétreau

LUX

LE PÉRIL ROUGE

DANIEL FRANCIS

LE PÉRIL ROUGE

La première guerre canadienne contre le terrorisme
1918-1919

Traduit de l'anglais par François Tétreau



La collection « Mémoire des Amériques » est dirigée par David Ledoyen

Dans la même collection :

- Chartrand, Vallières, Gagnon, Lemieux, Larue-Langlois, *Le procès des Cinq*
- Michel Cordillot, *Révolutionnaires du Nouveau Monde. Une brève histoire du mouvement socialiste francophone aux États-Unis, 1885-1922*
- Front de libération du Québec, *Manifeste d'octobre 1970*
- Jean-François Nadeau, *Adrien Arcand, führer canadien*
- Jean-François Nadeau, *Robert Rumilly. L'homme de Duplessis*
- Francis Simard, *Pour en finir avec Octobre*
- Howard Zinn, *La bombe. De l'inutilité des bombardements aériens*
- Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*

En couverture : Le *Bloody Saturday*, Main Street à Winnipeg, le 21 juin 1919

© Archives du Manitoba

© Arsenal Pulp Press

Titre original : *Seeing Reds: The Red Scare of 1918-1919, Canada's First War on Terror*

© Lux Éditeur, 2012

www.luxediteur.com

Dépôt légal : 2^e trimestre 2012

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-89596-134-5

978-2-89596-641-8 (epub)

978-2-89596-841-2 (PDF)

Ouvrage publié avec le concours du Conseil des arts du Canada, du programme de crédit d'impôts du gouvernement du Québec et de la SOBEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

PRÉAMBULE

TABLEAU VU DEPUIS LE DEUXIÈME ÉTAGE

*[...] la seule façon de transiger avec le bolchevisme est
de le frapper – et de le frapper toujours plus fort –
chaque fois qu’il pointe sa sale gueule.*

A.J. ANDREWS, président du Citizens’ Committee
of 1 000, 10 juillet 1919

L’ACTION SE DÉROULE le samedi 21 juin 1919, à 14 h 30. Lewis Foote est posté au deuxième étage d’un immeuble, derrière une fenêtre surplombant Main Street, au nord du carrefour où cette rue croise l’avenue Portage, au centre de Winnipeg. Foote, un photographe professionnel âgé de 46 ans, qui s’amuse à croquer des scènes de la vie quotidienne depuis qu’il s’est installé en ville avec son épouse en 1902, a entendu dire que la grogne populaire était sur le point d’éclater, or il n’entend pas rater l’occasion de photographier ces événements. Aussi pointe-t-il son appareil vers Main Street où une foule se masse autour d’un tramway sans conducteur ni passagers. La plupart des hommes portent des costumes sombres, des canotiers blancs, des feutres mous, ou encore des casquettes, la tenue des ouvriers comme il faut. Les femmes, pour leur part, peu nombreuses au demeurant, sont coiffées de chapeaux élégants, et portent de longues jupes à volants qui balaient la poussière au sol. Tous semblent un peu endimanchés, comme s’ils se rendaient à un pique-nique organisé par leur entreprise.

En vérité, dans quelques minutes à peine, ils se trouveront plongés au cœur de la plus célèbre émeute de l'histoire canadienne.

Le tramway penche d'un côté et quelques-unes de ses vitres sont brisées. Des hommes robustes le font chanceler de plus en plus, afin qu'il s'écrase sur le flanc. Les personnes présentes font partie d'une foule beaucoup plus nombreuse, de 5000 à 6000 manifestants, composée pour l'essentiel d'anciens combattants de la Grande Guerre et de leurs partisans, qui longent en ce moment Main Street pour se rendre à l'hôtel Royal Alexandra, où ils espèrent rencontrer Gideon Robertson, le ministre fédéral du Travail, venu récemment d'Ottawa pour tenter de résorber la crise qui perdure. Car nous sommes au 36^e jour d'une grève générale, et 30 000 ouvriers paralysent l'activité économique de la ville depuis tout ce temps.

Les manifestants n'ont pas attaqué ce tramway par hasard. En fait, le service de transport en commun a été une pomme de discorde depuis le début de la grève. Dans les premiers jours de mai, en effet, les conducteurs ont cessé de travailler en bloc pour se joindre aux grévistes, et leurs voitures sont restées au garage. Mais, il y a trois jours, leur employeur a réuni assez de conducteurs prêts à braver les grévistes pour assurer un service minimal en ville. Furieux, les anciens combattants veulent faire comprendre aux autorités qu'elles ne briseront pas leur mouvement de protestation si facilement. Comme ils ne parviennent pas à faire sortir le tramway de ses rails, ils en brisent toutes les vitres, puis y mettent le feu afin de soulager un moment leur colère.

Clic. Lewis Foote prend sa première photo. Et soudain, comme si ce geste déclençait tout, c'est le chaos. À cet instant, on perçoit au loin le claquement des sabots de plusieurs chevaux sur la chaussée. «Voilà les maudits soldats», s'écrie un manifestant, et un escadron de la police montée en uniforme rouge, armé de matraques, débouche dans Main Street depuis l'avenue Portage et fonce vers le nord en direction de la foule. Plusieurs protestataires les accueillent en lançant des pierres, des briques, des bouteilles, ou tout autre objet à leur disposition. Les cavaliers font demi-tour, redescendent Main Street, passent devant l'hôtel de ville et repoussent les manifestants

sur les trottoirs à coups de bâtons. Charles Gray, le maire de Winnipeg, qui a interdit toute manifestation publique et qui observait jusque-là les manœuvres depuis le toit de l'hôtel de ville, descend de son poste d'observation, prend place sur les marches du portail pour y lire à haute voix la loi antiémeute, et ordonner à la foule de se disperser. Au même instant, ou peu s'en faut, des coups de feu retentissent. Un cheval tombe à terre, entraînant dans sa chute un policier qui se fait rouer de coups par un manifestant. Le commandant de l'escadron de cavalerie vient de signifier à ses hommes de tirer dans la foule.

Des témoins rapporteront plus tard avoir entendu trois salves; l'une d'elles visait les gens massés près du tramway. Mike Sokolowski, un ferblantier, est tué sur le coup. D'après le quotidien *Globe* de Toronto, une balle lui a traversé «le cœur au moment où la victime s'apprêtait à lancer une brique sur un agent» (selon d'autres sources, la balle l'aurait touché à la tête). Des manifestants blessés jonchent les trottoirs et la chaussée. L'un d'eux, Steve Schezerbanowes, mourra peu après de gangrène, contractée à la suite de ses blessures. Toujours juché au deuxième étage de l'immeuble, Lewis Foote, qui croque la scène avec son appareil, essuie lui-même le feu. «Quelqu'un a tiré sur moi depuis l'autre côté de la rue, confia-t-il par la suite. Il a tiré trois coups. L'un d'eux a fracassé la vitre au-dessus de ma tête et les deux autres ont percuté le mur de l'édifice¹.» Foote pense alors qu'un gréviste l'a mis en joue, mais, cet après-midi-là, seuls les policiers étaient armés.

Au cours des décennies suivantes, on surnommait cette journée du 21 juin 1919 *Bloody Saturday* – le samedi sanglant. (On attribue cette formule à Fred Dixon, l'un des martyrs de la grève, qui en fit la manchette de son compte-rendu des événements dans le *Strike Bulletin*, l'organe de presse des ouvriers. Il est probable aussi que Dixon ait fait référence au *Bloody Sunday* de janvier 1905, quand les troupes du tsar Nicolas II tirèrent sur des manifestants désarmés à Leningrad, tuant plusieurs centaines d'entre eux.) Revenons à Winnipeg. Après les premiers coups de feu, la foule terrifiée se met à courir pour échapper aux balles, mais se trouve piégée par des cordons d'agents spéciaux, portant des brassards blancs et armés de



Main Street à Winnipeg, le 21 juin 1919, le Bloody Saturday (« samedi sanglant »), une foule de manifestants s'évertue à renverser un tramway. Quelques instants plus tard la GRC intervient.

Source: Foote 1676, Archives du Manitoba, N2762

matraques. Ces policiers sont « spéciaux » en ceci qu'ils remplacent ce jour-là les membres des forces de l'ordre que leurs supérieurs ont renvoyés, sous le prétexte qu'ils ont refusé de prêter serment de loyauté. Des bagarres éclatent alors tout au long de Main Street, dans les rues adjacentes, jusque dans les ruelles. Au cours des affrontements, les agents spéciaux tentent d'arrêter le plus de manifestants possible. Sur ce, la milice arrive à son tour à cheval ou à bord de camions, munie de mitraillettes. Elle se déploie dans tout le centre-ville, baïonnette au canon. Les soldats procèdent également à des arrestations. En fait, les autorités emprisonnent ce jour-là 94 personnes, et l'occupation armée de la plus grande ville de l'ouest du Canada se poursuit toute la nuit.

La grève générale de Winnipeg prit fin cinq jours plus tard.



Lorsqu'il fut informé de ces événements, le sénateur George Foster écrivit dans son journal personnel: « Samedi, à Winnipeg, la marmite a sauté. Certes, le sang a coulé, mais la loi et l'ordre ont été maintenus. Il y a lieu de croire que la question, du moins sur ce point, est désormais réglée au Canada. Nous avons connu des jours sombres, des situations graves, angoissantes, mais tout n'est pas terminé pour autant². » La photo de Lewis Foote reproduite à la page précédente, et d'autres qu'il a prises quand la police montée chargeait la foule dans Main Street, immortalisent à jamais le moment où, selon l'expression de Foster, la « marmite a sauté », c'est-à-dire le moment où la violence qui couvait jusque-là, non seulement à Winnipeg, mais dans tout le pays depuis un an, éclata au grand jour.

Avec le recul, on comprend mieux pourquoi Winnipeg devint l'épicentre du séisme. Car la « porte de l'Ouest », qui accueillait nombre d'immigrants venus de Grande-Bretagne et de l'Europe de l'Est, était peuplée de libres penseurs exprimant des idées radicales. On y prônait aussi une foule de théories réclamant des changements sociaux, et elles se propageaient à tous vents comme le pollen au printemps. En vérité, il y avait dans cette ville une foule de personnes exigeant que les impôts soient le lot des seuls propriétaires, des phrénologues, des sociaux-démocrates, des athées, des féministes, des évangélistes sociaux, des collectivistes, nihilistes, syndicalistes, marxistes, pacifistes, même des théosophes. Ensemble, ils transformaient Winnipeg en un véritable creuset d'idées progressistes visant à définir la vraie nature de l'homme et celle de la société elle-même. S'il était un lieu au Canada, à cette époque, où les partisans des idées de gauche devaient en découdre avec les autorités, c'était bien à Winnipeg.

Mais cette ville ne faisait pas cavalier seul. Des mines de charbon du Cap-Breton aux camps de bûcherons de l'île de Vancouver, des ateliers des manufactures aux conseils d'administration, voire des banquettes de la Chambre des communes, à Ottawa, aux salles de réunion des ouvriers à deux pas du Parlement, les Canadiens discutaient alors de leur avenir. La Grande Guerre, dont on se remettait à peine, avait déjà été un facteur de transformation, et elle inspirait des mouvements qui devaient chanceler de fond en

comble la vieille société. Un historien de l'époque soulignait que l'année « 1919 fut la meilleure occasion pour effectuer des changements sociaux d'importance qui ne se soit jamais présentée au pays³ ». Nombre de ceux qui ont traversé cette période effervescente reconnaissent que Stephen Leacock voyait juste en affirmant : « Nous sommes à une époque comme il n'y en a jamais eu de semblable [dans notre histoire]⁴. »

Les Canadiens discutaient tous de leur avenir, mais ne s'entendaient pas sur la nature de ces changements, ni sur ceux qui devaient les orchestrer. Les élites allaient-elles tenir leur rang, imposer leur autorité et leur influence comme auparavant dans un Canada tout neuf ? Ou les chefs rebelles à la tête des mouvements socialistes et leurs militants parviendraient-ils à donner au pays un profil nouveau franchement de gauche ? La question à laquelle le sénateur Foster faisait allusion plus haut et qui, dans son esprit, avait été tranchée à Winnipeg se résumait à ceci : qui allait désormais gouverner le Canada ? Les forces respectables des autorités bien établies ? Ou les voix colériques qui, s'élevant des classes ouvrières, exigent l'instauration d'un nouvel ordre social ?

CHAPITRE 1

LES CAUSES DU MÉCONTENTEMENT

L'esprit de révolte est partout visible.

JOSEPH MARKS, *Industrial Banner*, 25 août 1916

AU COURS DE L'HIVER 1918-1919, les Canadiens eurent l'impression que le monde entier s'écroulait autour d'eux.

La Première Guerre mondiale prit fin le lundi 11 novembre 1918, à 11 heures. La nouvelle de l'armistice parvint ici aux petites heures du matin. En l'apprenant, les gens sortirent de chez eux et se rassemblèrent dans les rues, certains encore en pyjama ou en chemise de nuit, pour se féliciter les uns les autres et célébrer la paix revenue. Après plus de quatre ans de guerre, la population avait hâte de manifester sa joie. À Toronto, dès l'aube, les ouvriers qui travaillaient dans les usines de munitions, des femmes pour la plupart, défilèrent rue Yonge, en frappant sur des casseroles ou des chaudrons, et en soufflant à pleins poumons dans des sifflets. Toutes les villes, petites et grandes, exultaient. On fit retentir la sirène, les églises sonnaient les cloches et, dans les usines, on déclenchait les sonneries d'alarme. On fit sauter des pétards au coin des rues et on tira des feux d'artifice. Dans les champs, les paysans faisaient brûler des meules de foin. Au lever du jour, personne ne se rendit au travail, mais tout le monde se rassembla au centre des villes pour célébrer la bonne nouvelle. On fit brûler des effigies du Kaiser, et les édiles municipaux organisèrent à la hâte de grands défilés de la victoire,

afin que la population exprime son soulagement de voir la guerre enfin terminée. Dans les églises, pasteurs et prêtres célébrèrent des offices spéciaux pour remercier Dieu et lui rendre grâce. En l'absence de Robert Borden, le premier ministre, qui se trouvait alors en Angleterre où on préparait le traité de paix, William Thomas White, le vice-premier ministre, expédia sur-le-champ un télégramme au commandant en chef des forces canadiennes, Arthur Currie, louant le courage de ses troupes, « leur vaillance, leur ténacité et leur héroïsme ».

Mais cette euphorie générale fit long feu. Une fois leur gueule de bois dissipée, les Canadiens constatèrent que la paix demeurerait bien relative, et qu'en vérité le monde était en proie à la violence et aux bouleversements. Il y avait, en effet, une révolution en Allemagne et en Hongrie, une guerre civile en Russie, des soulèvements en Inde et en Chine, une autre guerre en Afghanistan et des grèves générales dans la plupart des grandes villes aux États-Unis. Bien des gens attribuaient la responsabilité de ces désordres aux bolcheviks. Ils semblaient sévir aux quatre coins de la planète, renversant des gouvernements, confisquant la propriété privée et imposant partout leurs idées révolutionnaires. Chez de nombreuses personnes, les « rouges » inspiraient l'espoir d'une société plus juste. Mais pour d'autres, ils incarnaient le mal absolu et menaçaient de corrompre l'humanité.

Le monde entier s'agitait, pourquoi en aurait-il été autrement sous nos latitudes? Car la guerre avait trompé les attentes de très nombreuses personnes craignant pour leur avenir. Le coût de la vie avait augmenté trois fois plus vite que les salaires. Les membres de la classe ouvrière se retrouvaient donc plus pauvres et démunis qu'avant le déclenchement des hostilités en Europe. Une fois démobilisés, les anciens combattants regagnèrent leurs familles et se mirent à la recherche d'un emploi, or un chômage encore latent, mais endémique menaçait de paralyser l'économie du pays. De retour chez eux, les soldats furent mécontents de voir des immigrants arrivés récemment, ou des gens qui n'avaient pas mis leur vie en péril, occuper des postes qui, à leur sens, leur revenaient de droit. Déjà que la conscription avait douloureusement divisé les Canadiens

français et leurs concitoyens anglophones, voila que sous l'égide du gouvernement conservateur, dirigé par Borden, la politique semblait minée par la corruption comme jamais auparavant. Afin d'apaiser cette grogne, le gouvernement et les médias s'associèrent pour déclencher une véritable campagne visant à terrifier la population et la prévenir contre les agitateurs étrangers ou les ouvriers de gauche qui, disait-on, menaçaient le mode de vie des Canadiens. «L'effort de guerre, écrivait le professeur O.D. Skelton dans le *Queen's Quarterly*, a changé l'humeur générale, les gens sont beaucoup plus téméraires et prêts à tout. On ne peut pas, pendant cinq ans, chambouler le monde en profondeur, sans ébranler du même coup la stabilité et la docilité face à l'ordre établi qui régnaient autrefois¹.»

La population se demandait à quoi cette guerre avait servi, si elle débouchait sur tant d'incertitude et de désordres. On était certes fier de sa contribution à la victoire des alliés, mais on ne savait plus quelles conclusions en tirer. Soixante mille jeunes soldats n'avaient tout de même pas donné leur vie pour maintenir une société inégalitaire. Un tel sacrifice exigeait qu'on prenne de nouvelles mesures qui amélioreraient les choses et la situation de tous. Une soif de changement gagnait les différentes couches de la population, depuis les ouvriers des usines jusqu'aux paysans, en passant par le clergé, les anciens combattants et les politiciens. Newton Rowell, ministre fédéral, résumait la situation de la manière suivante : « Quand bien même nous le voudrions – or il ne faut pas le vouloir –, nous ne pouvons pas revenir aux conditions d'antan. Et on ne devrait pas y revenir, même si nous *pouvions* le faire². »

Cela dit, on ne s'entendait guère sur le profil qu'il fallait donner à ce nouveau pays, revu et corrigé. Lors d'une conférence sur la restructuration, organisée à Ottawa par le gouvernement fédéral, les grands patrons et chefs d'entreprises exprimèrent leur méfiance à l'égard de toute réforme, si élémentaire fût-elle. Ils préféraient de loin un retour à ce qu'ils appelaient la « normalité », c'est-à-dire revenir à la façon d'administrer le pays qu'ils avaient toujours connue. En fait, la position que privilégiaient les plus conservateurs, face à la politique de restructuration nécessaire après la guerre, se

résumait à ceci : rien ne presse ; des changements s'il le faut, mais pas forcément des changements. Car à quoi bon gagner la guerre contre le Kaiser, se disaient-ils, si cette victoire mène à une révolution des rouges chez nous ? Mais des opinions plus revendicatrices se faisaient entendre au sein du clergé, notamment dans les cercles protestants qui, avant la guerre, avaient formé le Social Service Council of Canada prônant des réformes progressistes. Les membres de ce conseil préconisaient ce qu'ils appelaient la « démocratie industrielle », qui devait s'accompagner d'une série de mesures visant à améliorer le bien-être collectif, en versant des allocations familiales, des assurances contre le chômage et des pensions de vieillesse. Les méthodistes allaient plus loin encore, ne réclamant « rien de moins qu'une restructuration pleine et entière de toute la société³ ».

Mais les divers partis socialistes et les leaders ouvriers les plus politisés ne se contentaient pas de cela. Ils reprenaient à leur compte un certain discours prônant, celui-là, une révolution mondiale. Rien d'autre ne pouvait les satisfaire qu'une refonte en profondeur de l'économie du pays, soit une nouvelle répartition des richesses et de la propriété. « Voulons-nous d'une révolution sanglante ? demandait Jean MacWilliams, l'un des dirigeants ouvriers de Calgary devant les membres d'une commission gouvernementale au printemps de 1919. Pourquoi n'importe quelle forme de révolution semble-t-elle préférable à la situation qui prévaut aujourd'hui⁴ ? » Autrement dit, à quoi bon gagner la guerre, si cette victoire *ne menait pas* à une révolution des rouges chez nous ?

Au fond, ce débat visait à définir l'avenir même du pays. Qui allait dorénavant contrôler les moyens de production ? Quel serait le rôle de la classe ouvrière dans la nouvelle économie ? Quels sont les rouages d'une véritable démocratie et comment assurent-ils sa marche ? Ces questions ont sans doute trouvé des réponses dans l'avenir, mais sachons qu'elles ont germé pendant la guerre, lorsque les Canadiens ont pris conscience des nouveaux enjeux.



Certes, la Grande Guerre avait mobilisé l'ensemble de la population derrière ses soldats, mais elle avait également provoqué des fractures dans la société, qui ne firent que s'accroître durant le conflit. À mesure que ce dernier s'éternisait, les Canadiens de souche mirent en doute la loyauté des immigrants à l'endroit de leur pays d'accueil. Les tenants de l'impérialisme estimaient qu'on prenait part à la guerre pour se porter à la défense de l'Empire britannique, attaqué par des hordes de Wisigoths, assimilés à des barbares, alors que les nationalistes, de leur côté, voyaient ce conflit comme un moyen de prendre une position indépendante dans le concert des nations. Tandis que le coût de la vie augmentait sans que les salaires suivent, les ouvriers se demandaient également si leurs employeurs payaient leur juste part, c'est-à-dire si les sacrifices économiques exigés de chacun étaient bel et bien partagés par tous. La population se montrait en outre de plus en plus cynique à l'égard du gouvernement, car celui-ci exigeait que chacun participe à l'effort de guerre, alors qu'il manipulait le processus électoral pour se maintenir au pouvoir. Pendant ce temps, les Canadiens français et anglais croisaient à nouveau le fer sur le front linguistique, qui les divisait depuis la Confédération. De retour au pays en 1917, après un séjour en France où il avait été l'aumônier du 79^e régiment des Highlanders Cameron, en première ligne, l'éminent pasteur presbytérien Charles Gordon (qui publiait également des romans à succès sous le pseudonyme de Ralph Connor) fut profondément affecté en découvrant l'humeur maussade de la population. « Qu'est-il arrivé aux Canadiens ? écrivait-il. Je me souviens à quel point j'avais l'espoir qu'une nouvelle unité nationale balaierait à jamais du cœur des vrais Canadiens les animosités raciales, religieuses, et la haine qui obscurcissaient naguère notre avenir commun. Or, tout cela est revenu en force aujourd'hui, sous une forme plus repoussante et dangereuse⁵. » Durant la guerre, cette profonde insatisfaction n'était exprimée ouvertement que par certaines personnes en marge des cercles politiques. Mais elle couvait sous la surface, devint de plus en plus aiguë à mesure que la guerre se prolongeait, et elle était prête à exploser quand le conflit prit fin.

Depuis 20 ans, le Canada avait ouvert grand ses portes aux immigrants, quelles que fussent leurs origines. On avait besoin de colons dans les prairies de l'Ouest et le gouvernement cherchait à en attirer d'où qu'ils viennent : des États-Unis, de Grande-Bretagne, Scandinavie, Italie, voire de l'Allemagne, ou encore des empires russe et austro-hongrois. Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur de 1896 à 1905, et architecte de cette politique de peuplement, déclarait à la Chambre : « Je ne me soucie pas de savoir quelle langue parlent ces gens ni quelle religion ils pratiquent. Du moment qu'ils sont honnêtes, qu'ils respectent la loi, s'ils veulent s'établir sur cette terre et y gagner leur vie, pour eux et leur famille, j'estime que nous avons affaire à d'excellents colons⁶. » (Sifton ne songeait pas à inviter les Asiatiques cependant, mais il s'agit là d'une autre affaire.) C'est ainsi que des milliers de nouveaux venus s'installèrent au pays. En 1896, année où Laurier prit le pouvoir, 16 835 immigrants furent accueillis. En 1901, ce nombre avait triplé et, en 1913, à la veille de la guerre, 400 000 autres débarquaient sur le sol canadien (sachons qu'en 2008, environ 247 000 étrangers se sont établis au Canada).

En août 1914, au déclenchement de la guerre, les autorités canadiennes devaient décider du sort qu'elles allaient réserver aux 500 000 immigrants dont les origines les rattachaient à l'un ou l'autre des pays en conflit avec les alliés. Plusieurs d'entre eux étaient établis ici depuis longtemps, d'autres pas. Au début, la population ne se souciait guère de ces étrangers « ennemis de l'intérieur », car on pensait que la guerre serait terminée à Noël. Mais quand on prit conscience que les hostilités allaient se prolonger, que les pertes en vies humaines s'accumulaient, les gens se mirent à considérer d'un autre œil les étrangers installés sur leur sol. En avril 1915, les troupes canadiennes lancèrent une seconde offensive à Ypres et, pour la première fois, l'ennemi utilisa contre elles son gaz moutarde mortel. Cette bataille fut suivie, au début du mois de mai, par le sabotage du vaisseau de ligne britannique, le *RMS Lusitania*, au large des côtes irlandaises, coulé par un sous-marin allemand, emportant dans la mort 1 198 passagers, dont de nombreux enfants. Au Canada, la population comprit alors que la guerre n'était pas sans risques ni

dangers, ni une simple partie d'échecs. Elle allait se révéler brutale, épuisante, cruelle, et l'ennemi ne ménagerait rien pour la gagner. Pour la féministe Nellie McClung, de même que pour tant d'autres personnes, l'affaire du *Lusitania* fut la goutte qui fit déborder le vase, au point que, de pacifiste qu'elle était jusque-là, Mme McClung devint une ardente partisane de l'effort de guerre. « L'histoire du *Lusitania* m'ouvrit les yeux et me fit voir la réalité comme elle était, écrivit-elle. Quand je me suis aperçu que nous faisons la guerre au diable lui-même [...], j'ai compris qu'il valait la peine de mourir pour défendre la civilisation contre cette chose hideuse qui la menaçait⁷. »

À Toronto, à Montréal et à Winnipeg, des foules furieuses attaquèrent des commerces tenus par des Allemands. Quand la nouvelle atteignit Victoria, en Colombie-Britannique, et qu'on apprit que 15 passagers originaires de la ville figuraient parmi les victimes du *Lusitania* (notamment le fils de James Dunsmuir, un ancien premier ministre), une foule de patriotes enivrés mirent à sac le German Club. Par ailleurs, le gouvernement dépêcha des soldats devant la résidence du lieutenant-gouverneur de l'Ontario, car on craignait que des enragés s'en prennent à son épouse, née dans une famille allemande, bien qu'elle fût établie dans la province depuis des lustres. En février 1916, un mystérieux incendie ravagea le Centre Block à Ottawa, un édifice adjacent au Parlement. Sept personnes trouvèrent la mort dans le sinistre, et les citoyens soupçonnèrent des émissaires allemands d'avoir mis le feu au bâtiment. Trois mois plus tard, la ville de Berlin en Ontario changeait de nom pour celui de Kitchener, en hommage au ministre britannique de la Guerre. (Un an après, un citoyen proposa qu'on revienne au nom initial et des émeutes éclatèrent.) Tous ces incidents prouvent que l'opinion publique se tournait contre l'ennemi « de l'intérieur », et cette hostilité ne fit que croître à mesure que les semaines et les mois passaient, emportant dans la mort un nombre plus important de soldats canadiens.

Dès le début du conflit, toutefois, alors que la plupart des gens croyaient encore que les alliés l'emporteraient avant Noël, les députés d'Ottawa avaient estimé qu'il fallait octroyer sans attendre des pouvoirs extraordinaires au premier ministre et à son cabinet. Ainsi,

le ministre de la Justice, Charles Doherty, demanda à W.F. O'Connor, un avocat d'Halifax travaillant pour son ministère, de rédiger un projet de loi en ce sens. Dès le lendemain, c'était chose faite. À la grande surprise de Doherty, l'opposition libérale, sans connaître la teneur du projet en question, fit savoir qu'elle ne s'y opposerait pas. Le 18 août, le Parlement ouvrait une session spéciale pour discuter des mesures à prendre relativement à la guerre, et le 22 août, sans qu'il y ait eu, pour ainsi dire, de débat à la Chambre, au Sénat ou dans la presse, la Loi sur les mesures de guerre (1914) était adoptée, puis entérinée⁸.

Cette loi («qui confère certains pouvoirs au gouverneur en conseil et vise à modifier la Loi sur l'immigration») accordait au premier ministre et aux membres de son cabinet l'autorisation illimitée et sans précédent de gouverner par décrets, et cela sans crainte de voir la Chambre s'y opposer. (Dans le 6^e article de la loi, il est dit : «Le Gouverneur en conseil a le pouvoir de faire et autoriser tels actes et choses et de faire de temps à autre tels ordres et règlements qu'il peut, à raison de l'existence réelle ou appréhendée de la guerre, d'une invasion ou insurrection, juger nécessaires ou à propos pour la sécurité, la défense, la paix, l'ordre et le bien-être du Canada.») Aucune clause ne limitait l'application de cette loi dans le temps. Il était laissé à la discrétion du gouvernement le soin de juger si la sécurité nationale était toujours en danger ou non.

En ce qui concerne les ennemis de l'intérieur, on peut affirmer que les autorités, du moins dans un premier temps, n'ont pas abusé des nouveaux pouvoirs qui leur étaient dévolus. Les forces militaires et policières avaient le droit d'arrêter les Allemands et les Autrichiens qui s'apprêtaient à rentrer dans leur pays pour se battre contre les alliés, ou semblaient vouloir joindre une cinquième colonne, au Canada même, et travailler en intelligence avec l'ennemi. À partir de la fin de 1914, Ottawa se contenta d'obliger ces étrangers à se rapporter tous les mois dans des centres désignés à cette fin. Dans le cas où ils désiraient repartir dans leur pays natal, ils pouvaient le faire, si un officier de l'état civil jugeait qu'ils n'avaient nullement l'intention, une fois sur place, de s'engager dans les armées ennemies.

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN AVRIL 2012 SUR LES
PRESSES DES ATELIERS DE L'IMPRIMERIE GAUVIN POUR
LE COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN
D'OR DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

L'infographie est de Claude BERGERON

La révision du texte a été réalisée par Thomas DÉRI

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion

Imprimé au Québec
sur papier recyclé 100 % postconsommation

Le péril rouge

À la fin de la Première Guerre mondiale, le Canada menace de basculer dans une révolution sociale. Rassemblements et mobilisations des milieux ouvriers se succèdent durant l'hiver 1918-1919 et culminent avec la grève générale de Winnipeg en mai-juin 1919. Le mouvement est finalement écrasé par l'armée sur l'ordre de Robert Borden, premier ministre de l'époque.

Cette suite d'événements, qui correspond dans les faits à un conflit de travail généralisé, est immédiatement associée par les autorités à la menace d'une révolution bolchevique. Le gouvernement et les médias lancent une grande campagne de diabolisation à l'endroit des chefs syndicaux et autres leaders politiques. Le but, bien évidemment, est d'user de la peur que suscitent partout les rouges pour étouffer le conflit social, et d'obtenir le soutien de l'opinion publique pour l'éradication de toute activité politique jugée radicale.

S'appuyant sur des documents officiels et des témoignages de première main, cet ouvrage raconte un épisode méconnu mais déterminant de l'histoire canadienne. La campagne contre « le péril rouge » a joué un rôle fondamental dans la répression des conflits de travail de l'entre-deux-guerres. La même recette a été ensuite utilisée après la Seconde Guerre mondiale, et les parallèles avec la guerre actuelle contre le terrorisme se font sans effort. Aujourd'hui comme hier, les libertés d'expression et de contestation de l'ordre établi sont contraintes au nom d'une sécurité nationale aux frontières desquelles semblent s'arrêter les droits civils.

Natif de Colombie-Britannique, Daniel Francis est historien, auteur et directeur d'une vingtaine d'ouvrages. Il collabore régulièrement à la revue Geist.

